



FOOD SECURITY CLUSTER
Strengthening Humanitarian Response

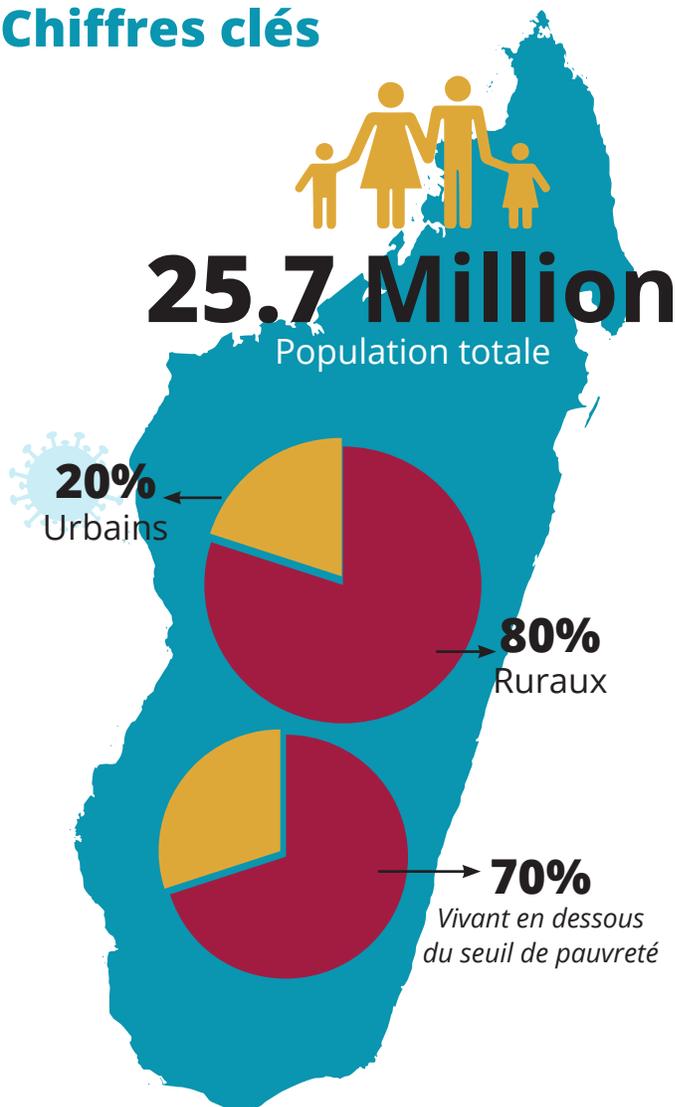
Comment la pandémie COVID-19 menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar

Appel à une action collective et à un financement accru

Messages clés

- Les effets directs et indirects du COVID-19 sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires risquent de compromettre le rétablissement des populations déjà en situation d'insécurité alimentaire et de créer de nouveaux foyers d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les zones urbaines et rurales dû à la réduction de l'accès des populations à une alimentation suffisante et nutritive.
- Les populations urbaines vulnérables dans les zones où des mesures de confinement sont adoptées sont les premières victimes – des mesures doivent être prises pour assurer leur accès continu aux besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition.
- Les effets de l'épidémie et des mesures de confinement du COVID-19 s'étendent aux zones rurales et suburbaines par la perturbation des systèmes alimentaires - des mesures devraient être prises pour préserver les systèmes alimentaires et l'accès de la population à des aliments suffisants et nutritifs.

Chiffres clés



Juillet 2020

Contexte

Les premiers cas de COVID-19 ont été confirmés à Madagascar en mi-mars 2020. Le nombre de cas a continué d'augmenter en avril et mai et a dépassé les 2000 cas en fin juin, principalement concentrés dans les plus grands centres urbains d'Antananarivo Renivohitra, Fianarantsoa et Toamasina (mise à jour disponible ici)

Le risque pour une propagation du virus à Madagascar est extrême. Avec une population urbaine d'environ 5 millions de personnes dont environ 77% vivent dans des zones d'habitation informelles (UN Habitat 2014) et plus de 60% n'ont pas accès aux installations d'hygiène de base (MICS 2018), le risque de transmission communautaire du COVID-19 est très élevé. En outre, le faible accès et d'utilisation des services de santé, en particulier dans les zones rurales en raison de l'éloignement des centres de santé de base (CSB) et des obstacles financiers, pourrait entraver la capacité du système de santé publique à identifier, isoler et traiter rapidement les cas de COVID-19, ce qui est essentiel pour réduire la transmission communautaire.

En fin mars, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire pour faire face à la pandémie COVID-19. Pour prévenir la propagation du virus, il mit en œuvre des mesures d'atténuation, notamment des mesures liées à la santé, l'hygiène, la distanciation sociale et les restrictions des mouvements dans les zones à haut risque dont Antananarivo Renivohitra, Fianarantsoa et Toamasina. Ces districts affichaient le plus grand nombre de cas de COVID-19, probablement en raison de leur exposition internationale, de leur interconnexion et de leur forte densité en population. Au début du mois de mai, certaines mesures de confinement ont été assouplies mais une nouvelle propagation du virus ne peut être exclue, en raison de l'adoption limitée de systèmes de protection individuelle (tels que l'utilisation de masques et la distanciation sociale) et de l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires. Des nouvelles mesures de surveillance et de confinement ont été appliquées pour la Région Analamanga, redevenue épice de la pandémie covid-19.

Madagascar est très exposée aux conséquences économiques du COVID-19 par son intégration dans l'économie mondiale (avec des conséquences sur les taux de change, la balance commerciale et les marchés du crédit), et par les implications endogènes des mesures nationales de confinement et de verrouillage des frontières, qui perturbent les systèmes alimentaires

et les moyens de subsistance.

Dans le meilleur des cas, qui supposait que les mesures de confinement seraient progressivement levées en mai, le PNUD prévoyait un ralentissement de la croissance économique malgache, qui passerait de 5,3 % (prévu en 2020 avant la crise) à 0,17 %. Une augmentation de 1,5 % du taux de pauvreté était également prévue, passant de 70,5 % (estimé pour 2020 dans un scénario sans COVID-19) à 72,1 % (PNUD 2020). Cela équivaut à environ 18 millions de personnes vivant dans la pauvreté, dont plus de 14 millions se trouvent dans l'extrême pauvreté.



La population urbaine vulnérable est la plus touchée

Le ralentissement de l'activité économique et les blocages partiels ou complets affecteront considérablement le niveau des revenus et la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines des districts à haut risque, où les mesures de confinement sont plus strictes. La population urbaine, dont plus de 80 % travaillent dans le secteur informel (ENEMPSI 2012) et où les ménages les plus pauvres consacrent plus de 75 % de leurs revenus à l'alimentation, sont susceptibles de faire face à des contraintes de ressources pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et non



Pour éviter que la pandémie ne se transforme en crise alimentaire, des mesures doivent être prises pour garantir que la population urbaine la plus vulnérable soit assistée pour répondre à ses besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.

alimentaires en raison de la diminution et de l'instabilité des revenus. Ceux qui vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté alimentaire, ceux qui travaillent dans le secteur informel, les familles avec des membres qui ont des problèmes de santé sous-jacents et les personnes âgées sont les plus vulnérables. Le Groupe de Travail National sur le Transfert Monétaire estime que, dans un scénario où les mesures de confinement sont étendues dans la plupart des grandes villes (Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa, Mahajanga, Toliara, Antsiranana et Antsirabe), environ 500 000 ménages urbains vulnérables (environ 1,9 million de personnes) auraient besoin d'aide pour répondre à leurs besoins essentiels en vivres et non vivres et en nutrition.

Les conséquences du COVID-19 affectent les populations rurales à cause de la perturbation des systèmes alimentaires

À Madagascar, le secteur primaire emploie 83 % de la population rurale et se caractérise par une faible connectivité rurale, un accès limité aux intrants et un manque de chaînes de valeur organisées dans les principales cultures de base et commerciales (BM, p. 4). L'épidémie et la maîtrise des mesures risquent

d'affaiblir davantage ce secteur en raison de la perturbation des systèmes alimentaires, de la réduction des envois de fonds entre les zones urbaines et rurales et des restrictions à la migration pour la recherche de nouvelles possibilités de revenus.

Étant donné que les zones rurales et urbaines sont fortement liées par les flux bidirectionnels de biens – en ce qui concerne l'argent, la nourriture et la main-d'œuvre, les mesures de confinement dans les zones urbaines ont déjà eu un impact sur la capacité de production et les moyens de subsistance des populations périurbaines et rurales.

Selon la FAO, la population périurbaine autour des villes où les mesures de confinement ont été adoptées a déjà expérimenté une baisse de la demande de produits alimentaires et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à la suite des fermetures partielles de foires et de marchés communautaires ainsi qu'à la réduction du pouvoir d'achat des ménages urbains. Il en résulte une augmentation des pertes après la récolte et des déchets alimentaires, en particulier pour les aliments hautement périssables (tels que les fruits, les légumes, la viande et le poisson) et d'importantes pertes de revenus pour les populations rurales dont les principaux revenus proviennent de la vente de ces produits. Au cours d'une étude menée par le réseau MIHARI et le MAEP sur les effets du COVID-19 sur les communautés de pêcheurs, 95 % des pêcheurs interrogés ont signalé une diminution des revenus en raison du ralentissement des transactions et de la demande du marché.

Une prolongation de la pandémie pourrait également avoir un impact sur la prochaine saison de production si l'offre en main-d'œuvre et la capacité de productivité sont encore réduites en raison des restrictions de mouvement et/ou de l'augmentation des infections à COVID-19 et si l'accès aux intrants productifs (tels que les engrais, les semences et les pesticides) est entravé par l'augmentation des prix internationaux et des goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement.

En outre, les fermetures volontaires ou obligatoires des marchés, les barrières sanitaires locaux et internationaux et la réduction de la main-d'œuvre de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et des transactions sur le marché pourraient entraîner des retards dans l'approvisionnement alimentaire et des pénuries temporaires, avec des hausses ultérieures

de prix, en particulier dans les zones déficitaires en produits alimentaires. Les zones urbaines les plus touchées seraient les zones urbaines, qui dépendent de l'approvisionnement alimentaire de l'agriculture rurale, ainsi que les zones rurales éloignées et mal desservies comme les régions du Sud où la vulnérabilité a été aggravée par un manque de précipitations utiles pour l'agriculture de novembre 2019 à février 2020, ce qui a réduit la récolte de céréales et de légumineuses, et où les cultures hors saison sont également affectées par un important stress hydrique pendant leur phase de développement (ARC, PAM, FAO, UNICEF). Dans ces régions, environ 1,600 million de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire (phases 2 et 3+ de l'IPC, Avril 2020). En plus, dans ces régions, la diminution de la disponibilité et de la hausse des prix des denrées alimentaires de base, y compris l'huile et le riz importés, ont déjà été observées parallèlement à une baisse des prix du petit bétail (données DER, MIRA 2020, Bulletin d'information sur les marchés du PAM, mai 2020). Comme les ménages ont souvent recours à la vente de petits animaux afin d'obtenir l'argent nécessaire pour acheter des aliments de base, ces fluctuations indiquent que les ménages sont confrontés à d'importants défis pour répondre à leurs besoins essentiels.



Des mesures doivent être prises pour préserver les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance et éviter toute perturbation de l'approvisionnement entre les zones à excédent alimentaire et les zones à déficit alimentaire.

D'un côté, les restrictions de mouvement affecteront fortement les ménages les plus pauvres qui dépendent de la migration saisonnière pour mettre la main sur des possibilités de main-d'œuvre. Comme ils n'ont pas accès à suffisamment de terres pour produire suffisamment de nourriture pour eux-mêmes, ils dépendent fortement de ces travaux journaliers dans des zones de production et des marchés pour se procurer des aliments nécessaires et sont donc également très exposés à une perte des revenus et à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Madagascar est le cinquième pays les plus vulnérables au covid-19 en Afrique si on se base sur l'index d'âge, les facteurs épidémiologiques, la fragilité, la force du système de santé, la densité de

la population, les facteurs socio-économiques et l'accès aux transports et logements.¹

COVID-19 est susceptible d'entraîner une augmentation des taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition

À Madagascar, la population est déjà extrêmement vulnérable en raison des sécheresses récurrentes et des catastrophes naturelles qui se traduisent chaque année par des centaines de milliers de ménages souffrant d'insécurité alimentaire et de dizaines de milliers d'enfants souffrant de malnutrition aiguë et de risques de mortalité accrus connexes, en particulier dans le sud du pays. Avec une prévalence de malnutrition chronique estimée à 42% (MICS 2018), le pays se classe dixième parmi les pays les plus touchés dans le monde et le deuxième dans la région de l'Afrique de l'Est et australe. En termes de charge, on estime que 1,9 million d'enfants de moins de cinq ans placent Madagascar au dix-septième rang des pays qui contribuent le plus au retard de croissance dans le monde et au sixième rang dans la région de l'Afrique de l'Est et australe.

"La pandémie COVID-19 est une crise sanitaire et humaine qui menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes dans le monde"

Document de politique du Secrétaire général des Nations Unies sur l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition, juin 2020



¹<https://precisionforcovid.org/africa>

Les effets directs et indirects du COVID-19 sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires décrits précédemment sont susceptibles d'exacerber cette situation antérieurement grave en réduisant davantage l'accès des ménages pauvres à des aliments suffisants et nutritifs et, par conséquent, en compromettant le rétablissement des populations d'ores et déjà en situation d'insécurité alimentaire et en créant de nouveaux foyers d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les zones urbaines et rurales. Il est donc urgent de mettre en place, le plus tôt possible, des mesures de protection appropriées pour prévenir une nouvelle détérioration dramatique de l'insécurité alimentaire, de l'état nutritionnel et de la mortalité au sein des groupes les plus vulnérables de la population. Alors que d'autres évaluations sont en cours dans les zones vulnérables et touchées, l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC, Avril 2020 a déjà passé en

revue le nombre de personnes en situation de crise et d'urgence (phase 3+) dans les régions du sud à 554 000 (sur les 1.600 millions personnes en situation d'insécurité alimentaire) pour la période Avril - Juillet 2020, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'estimation faite en octobre 2019 avant les déficits pluviométriques et le début de la pandémie COVID-19. Une nouvelle augmentation de l'insécurité alimentaire est attendue au cours de la prochaine saison de soudure 2020 - 2021, qui commencera probablement plus tôt que d'habitude cette année. En ce qui concerne la malnutrition aiguë, COVID-19 représente un choc aggravant non seulement en raison des graves perturbations qu'elle cause aux systèmes alimentaires, mais aussi aux systèmes de santé. De février à décembre 2020, le nombre d'enfants de 6 à 59 mois susceptibles d'être atteints de malnutrition aiguë et ayant besoin d'un traitement urgent est de 119 674 (IPC Analyse de la malnutrition aiguë, mai 2020).

Une approche systémique de la nutrition

- Transferts sociaux pour la nutrition infantile
- Transferts sociaux pour la nutrition maternelle
- Protection et droits au congé de maternité
- Politique sur l'allaitement maternel en milieu de travail
- Programmes de protection sociale réactive à la nutrition et famille
- Communication pour le changement de comportement social

- Nutrition, diète saine, accessible et durable
- Étiquetage et commercialisation adéquats des aliments
- Fortification des aliments complémentaires
- Politiques alimentaires fondées sur des preuves
- Lignes directrices sur la diététique fondées sur des preuves



- Conseils et soutien à l'allaitement maternel
- Conseils sur les compléments alimentaires
- Utilisation de suppléments en micronutriments si appropriée
- Conseils sur la nutrition maternelle pendant les soins pré/postnataux
- Promotion de l'exercice physique et de la vie active
- Détection précoce et traitement de la malnutrition sévère

Source: UNICEF, 2020

Actions

Afin d'assurer un panier complet d'assistance alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'un soutien aux moyens de subsistance adaptés aux besoins des populations ciblées, plusieurs actions doivent être prises selon la logique du cycle de programmation humanitaire :

Actions 1:

Évaluation et analyse des besoins afin de surveiller la situation de sécurité alimentaire et de procéder à des évaluations plus approfondies dans les zones rurales, suburbaines et urbaines les plus touchées et vulnérables, conformément au calendrier présenté à la figure 1. Les données et les analyses visent à informer la conception et la mise en œuvre des programmes et politiques.

Figure 1 : Evaluations et analyses de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance- Calendrier

Types d'évaluation et d'analyse	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
CFSAM, Évaluation du marché et évaluation multisectorielle des besoins dans les régions touchées par la sécheresse, les inondations et le COVID-19								
Analyse économique des ménages (HEA) dans les régions du Sud, y compris Anosy, Toliara et Menabe								
Analyse économique des ménages (référence et résultats) dans les zones urbaines d'Antananarivo, Toamasina et Moramanga								
Analyse de la chaîne d'approvisionnement								
Étude du panier de dépenses minimum (MEB) dans les zones urbaines et mise à jour du MEB dans les régions du sud								
Analyse Intégrée du Contexte en milieu urbain								
Suivi à distance de la sécurité alimentaire par téléphone								
Surveillance des prix alimentaires sur les marchés clés								
Analyse intégrée de la classification des phases de sécurité alimentaire aiguë (régions du sud)								

Actions 2:

Sur la base des résultats des évaluations et analyses, aider le gouvernement et les partenaires à établir des critères et un processus de ciblage pour les personnes qui auraient besoin d'assistance

Actions 3:

Élaborer et partager des outils, des guides et des manuels de procédures standards l'assistance alimentaire, l'appui aux moyens de subsistance et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le contexte du covid-19 en mettant en évidence le lien entre les programmes humanitaires - protection sociale - résilience et développement

Actions 4:

Fournir des programmes d'assistance alimentaire et de soutien aux moyens de subsistance à court et moyen terme pour aider les populations ciblées en complément des systèmes nationaux et à travers une approche multisectorielle et intégrée. L'assistance à court terme vise à sauver des vies, protéger les moyens de subsistance et prévenir la détérioration de la

Actions 4:

situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle, tandis que l'assistance à moyen terme vise à soutenir le rétablissement des ménages et à renforcer la résilience aux futurs chocs en améliorant la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations ciblées.

- L'assistance alimentaire et nutritionnelle pourrait être en nature ou en espèces selon la fonctionnalité du marché. Les transferts en espèces seront encouragés dans les zones où les marchés fonctionnent afin de soutenir la reprise économique.
- Le soutien aux moyens de subsistance pourrait également être en nature ou en espèces et touche plusieurs domaines tels que l'agriculture, le bétail, la pêche, et d'autres activités de production de revenus touchés - avec un accent particulier sur le secteur informel.

Les programmes d'assistance alimentaire et de soutien aux moyens de subsistance seront combinés à des activités de soutien nutritionnel visant à prévenir la malnutrition aiguë et à améliorer l'accès aux aliments nutritifs et aux pratiques nutritionnelles familiales améliorées par le biais d'une éducation nutritionnelle et d'activités de communication pour le changement de comportement social.

La complémentarité et la synergie avec d'autres secteurs (eau, hygiène et assainissement, santé, habitat, protection sociale, éducation, y compris les cantines scolaires, protection et redevabilité) seront identifiées et exploitées afin d'assurer que les besoins multisectoriels des bénéficiaires sont couverts et de rendre les assistances plus efficaces. En particulier, une forte coordination avec la protection sociale sera menée afin d'assurer une couverture alimentaire et nutritionnelle appropriée dans le montant du transfert. L'approche protection sociale adaptée aux chocs sera utilisée dès que faisable.

Actions 5:

Renforcement des capacités nationales et décentralisées en matière de préparation et réponses aux urgences, de coordination et gestion de l'information. Le groupe sectoriel Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance (SAMS) contribue largement à la collecte et partage des données, y compris l'infographie, les conseils techniques, le renforcement de capacité, la dotation de kits pour la gestion et la transmission des données, l'activation et la réunion régulière du groupe et des sous-groupes sectoriels SAMS.

Actions 6:

Sensibilisation et renforcement des capacités des communautés sur le suivi des indicateurs d'alerte précoce, la réduction des risques de catastrophes et la préparation aux urgences.

Budget

Le budget est calculé pour trois ans d'assistance en assumant qu'au moins, les populations affectées auront besoin d'un accompagnement sur trois ans à cause de leurs conditions socio-économiques et leur forte vulnérabilité pour se redresser convenablement du choc et pour transiter de l'assistance humanitaire vers la reconstruction de la résilience.

Activités	Nombre de bénéficiaires ciblés	Période de l'assistance										Budget (usd)					
		2020						2021		2022		Year 1	Year 2	Year 3	Total		
		Juil.	Août	Sept	Oct	Nov	Dec	Semestre 1	Semestre 2	Semestre 1	Semestre 2						
Evaluations et Renforcement de capacité																	
Evaluations des besoins et analyse des données	NA													650,000	650,000	650,000	1,950,000
Mobilisation communautaire et mise en place de système d'alerte précoce dans les zones d'intervention à travers les membres des Comités Locaux de Gestion des Risques et Catastrophes, les leaders communautaires et les autorités locales.	1,600													64,000	56,000	48,000	168,000
Renforcement de capacité au niveau national, Region, District et commune level: 15 Centres opérationnels de gestion de crise (CCO) ciblés dans les Régions et Districts d'intervention	15													150,000	150,000	75,000	375,000
Sous-total Evaluations et Renforcement de capacité																	
Total: Partie Sud de Madagascar (IPC 2+)	1,600,000													864,000	856,000	773,000	2,493,000
Assistance d'urgence pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence combinés avec la prévention de la malnutrition aigüe	750,000													21,712,500	16,284,375	10,856,250	48,853,125
Support pour le redressement des ménages et transition vers la construction de la résilience (assistance alimentaire saisonnière et support pour les moyens d'existence)	800,000													25,600,000	19,200,000	12,800,000	57,600,000
Sous-total Sud de madagascar (IPC2+)																	
Total: Zones urbaines et sub-urbaines affectées par le covid-19	1,900,000																
Assistance à travers la protection sociale	1,000,000																0
Assistance d'urgence pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence des populations non couvertes par la protection sociale	900,000													21,600,000			
Support pour le redressement des ménages et transition vers la construction de la résilience (assistance alimentaire saisonnière et support pour les moyens d'existence)	675,000													21,600,000	16,200,000	10,800,000	48,600,000
Sous-total: Zones urbaines et sub-urbaines affectées par le covid-19																	
														43,200,000	16,200,000	10,800,000	48,600,000
Autres zones à vulnérabilité élevée (autres que le Sud et les centres urbains affectés)																	
Support pour le redressement des ménages et transition vers la construction de la résilience (assistance alimentaire saisonnière et support pour les moyens d'existence)	500,000													16,000,000	12,000,000	8,000,000	36,000,000
Sous-total:Autres zones à vulnérabilité élevée																	
														16,000,000	12,000,000	8,000,000	36,000,000
TOTAL																	
														107,376,500	64,540,375	43,229,250	193,546,125



Références et documents clés :

- Mise à jour économique de Madagascar (BM) <http://documents.worldbank.org/curated/en/535501571854255186/pdf/Madagascar-Economic-Update-A-New-Start.pdf>
- NOTE SUR L'IMPACT DU COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE DE MADAGASCAR (PNUD) : <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/Socio-Economic-Impact-COVID-19-Madagascar-UNDP-April-2020.pdf>
- Atténuer l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire des ménages en ZAMBIE (PAM) : <https://admin.opweb.wfp.org/downloads/docs/4/3085/22726.pdf>
- RAPPORT MONDIAL SUR LES CRISES ALIMENTAIRES 2020 (FSIN) : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114546/download/?_ga=2.205760659.1667670858.1588836193-7465454.1584457676
- Épidémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique de l'Est (PAM) : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114452/download/>
- COVID-19 : Impact potentiel sur les populations les plus pauvres du monde (PAM) : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114040/download/>
- COVID-19 et le risque pour les chaînes d'approvisionnement alimentaire : Comment réagir? (FAO) <http://www.fao.org/3/ca8388en/CA8388EN.pdf>
- Incidences économiques et sur la sécurité alimentaire de l'épidémie COVID-19 (PAM) <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114646/download/>
- Déclaration conjointe sur les répercussions du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition <http://www.fao.org/news/story/en/item/1272058/icode/>
- ALERTE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA NUTRITION (FSNWG) (COVN-19)
https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FSNWG_COVID_19_Alert_30.03.2020.pdf
- COVID-19 en Afrique Protéger les vies et les économies (UNECA)
https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca_covid_report_en_rev16april_5web.pdf
- La pauvreté et l'insécurité alimentaire pourraient augmenter de façon spectaculaire à mesure que le COVID-19 se propage <https://www.ifpri.org/blog/poverty-and-food-insecurity-could-grow-dramatically-covid-19-spreads>
- La récession mondiale ralentit les effets sur la pauvreté <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/agec.12419>
- [Http://www.fao.org/3/ca8430en/CA8430EN.pdf](http://www.fao.org/3/ca8430en/CA8430EN.pdf) des chaînes d'approvisionnement de la FAO
- CRS. Données sur les indicateurs de mesure de l'Analyse de la résilience (MIRA) data, 2020.



Pour plus d'informations, veuillez contacter les co-responsables actuels du Pôle sécurité alimentaire à Madagascar :

Cedric Charpentier, **Directeur adjoint de pays, Programme alimentaire mondial**, cedric.charpentier@wfp.org
Louis Muhigirwa, **Directeur adjoint de pays, Organisation alimentaire et agricole**, louis.muigirwa@fao.org